

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Installations  
Classées

Affaire suivie par Catherine FRANKE  
☎ 03.87.34.88.29  
Fax 03 87 34 85 15  
Internet : catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr

## **ARRETE**

N° 2009-DEDD/IC - 40

en date du 29 janvier 2009

mettant en demeure la société SONECOVI de respecter les dispositions des articles IV.4, IV.6, IV.8 et IV.9 de l'arrêté du 26 juillet 2001, modifié, autorisant la société SONECOVI (ex RESOCLEAN EUROPE) à exploiter un stockage de gaz inflammables liquéfiés dans l'enceinte de son établissement à Semécourt.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les dispositions des titres 1<sup>er</sup> des livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'Environnement, notamment son article L 514-1;

Vu l'arrêté DRCLAJ-2008-58 en date du 16 octobre 2008 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2001-AG/2-265 du 26 juillet 2001 autorisant la société RESOCLEAN EUROPE à exploiter des installations de stockage de gaz inflammables liquéfiés à SEMECOURT ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant effectuée par la société SONECOVI, le 24 janvier 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-206 du 22 mai 2006 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation, susvisé, en abrogeant les dispositions relatives au stockage de gaz inflammables liquéfiés et en autorisant SONECOVI à poursuivre l'exploitation d'un atelier de lavage de citernes routières et conteneurs à Semécourt ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 20 janvier 2009 ;

Considérant que les seuils des rejets aqueux en sortie de station physico-chimique, concernant notamment la DCO, la DBO5 et l'Al ne sont pas respectés ;

Considérant que l'exploitant ne fait pas réaliser le contrôle trimestriel (qui doit être différent du bilan technique des installations) des rejets aqueux en sortie de station physico-chimique par un organisme extérieur ;

Considérant que l'exploitant ne transmet pas trimestriellement l'ensemble des résultats d'analyses des rejets aqueux issus de la station physico-chimique ;

Considérant que l'exploitant ne respecte, donc, pas les dispositions des articles IV.4, IV.6, IV.8 et IV.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié, susvisé ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement notamment l'environnement et la santé, et qu'il convient en conséquence de mettre l'exploitant en demeure ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La société SONECOVI, dont le siège social est situé, Les Fouillouses Ouest à Saint Rambert D'albon (26140) est mise en demeure de respecter, pour son site de Semécourt, les dispositions des articles IV.4, IV.6, IV.8 et IV.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2001 modifié, susvisé, dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté

### **Article 2 :**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du Code de l'Environnement.

### **Article 3 :**

En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
La Sous-Préfète de Metz-Campagne,  
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Semécourt où est implantée l'entreprise.

Metz, le 29 janvier 2009

LE PREFET,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
Signé Laurent VAGNER

